



**14ème Congrès
International Francophone en Entrepreneuriat et PME**

Toulouse 23 au 26 octobre 2018



**Facteurs propulseurs et limitatifs au développement des
agriculteurs familiaux participants à la COOPERAF-MG**

De Paula Oliveira, Ana Flávia ; Freire De Oliveira, Márcia ; Costa Van Herk Vasconcelos, Andrea ; Cardoso Abdala, Etienne

Résumé

Cette étude cherche à réaliser un diagnostic des agriculteurs familiaux participants de la Coopérative des Agriculteurs Familiaux d'Uberlândia et Région (COOPERAF), visant à identifier des facteurs qui propulsent et limitent leur développement. La méthodologie utilisée consistait en une recherche de terrain, quantitative et descriptive. La collecte des données a été réalisée à travers l'application d'un questionnaire aux participants de la coopérative et la réalisation d'un entretien avec sa gestionnaire. Les résultats indiquent comme principaux facteurs limitatifs l'assistance technique précaire ; le manque d'intérêt des héritiers par rapport au travail sur le terrain et la faible participation des coopérateurs dans les actions de la coopérative. En ce que concerne les facteurs propulseurs, nous pouvons distinguer l'appui du gouvernement à travers des programmes d'alimentation scolaire ; le niveau élevé de satisfaction

avec la vie au sein de l'agriculture familiale et la conscience environnementale dans les pratiques productives.

Mots-clés : Agriculture familiale, coopérativisme, politiques publiques

1 INTRODUCTION

Les agricultures familiales représentent la majorité des agricultures du monde avec un effectif d'environ 500 millions d'exploitations agricoles. Ce sont ces agricultures les responsables pour la création de la plupart des emplois et pour l'absorption de l'essentiel des 350 millions de nouveaux actifs agricoles des trente dernières années. Cette incorporation s'est faite dans les exploitations en place et, principalement, par création d'exploitations nouvelles, par extension du territoire agricole ou par morcellement des exploitations existantes (Thirion et Bosc, 2014). L'agriculture familiale est fondamentale pour assurer la sécurité alimentaire de la population mondiale actuelle et des générations futures. Ainsi, l'existence des investissements est importante pour renforcer l'agriculture familiale et contribuer à l'accès du petit agriculteur à la terre, à l'eau, aux marchés, à la technologie et au crédit (FAO, 2012).

Il est de la responsabilité de l'État l'implémentation de politiques agricoles axés sur la sécurité alimentaire et l'occupation du terrain, compte tenu de la démographie, des mouvements de la population et des zones improductives. Ceci comprend le développement des conditions de gestion de la terre, de production, de commercialisation et d'implémentation des programmes financiers dirigés aux activités rurales (Barbieri, 2011).

Ayant en vue la trajectoire et le développement des activités rurales au Brésil, on constate que les grandes propriétés emploient une main-d'œuvre à des prix très bas. Ce fait, ajouté au développement technologique et aux secteurs productifs de l'économie, comme l'agriculture elle-même, ont été des facteurs décisifs pour que l'agriculture familiale soit placée dans une situation délicate en termes de compétitivité.

Dans ce contexte, les agriculteurs familiaux cherchent souvent à travailler dans des coopératives, car elles permettent le partage des risques et contribuent à résoudre des problèmes communs. Les coopératives offrent une plus grande stabilité et sécurité aux petits agriculteurs qui auparavant, agissaient seuls, leur permettant de faire face à la concurrence et à l'environnement compétitif (Andrade et Alves, 2013).

Par conséquent, cet article cherche à répondre à la question de recherche suivante : Quels sont les facteurs propulseurs (qui stimulent) et limitatifs au développement des agriculteurs familiaux d'Uberlândia et région? Afin de répondre à cette question, l'objectif de cette étude était de faire un diagnostic des agriculteurs familiaux participants de la Coopérative des Agriculteurs Familiaux d'Uberlândia et Région, COOPERAF, afin d'identifier les facteurs propulseurs et limitatifs à leur développement.

La structure de l'article est divisée en cinq parties, y compris cette introduction. La deuxième partie présente le référentiel théorique, qui traite de la définition de l'agriculture familiale et ses caractéristiques ; des facteurs liés à sa modernisation ; des politiques publiques destinées à l'agriculture familiale et ; du coopérativisme et sa relation avec l'agriculture familiale. La troisième partie décrit les procédures méthodologiques adoptées et la quatrième partie présente les résultats obtenus. À la fin, sont faites les considérations finales.

2 RÉFÉRENTIEL THÉORIQUE

2.1 L'agriculture familiale au Brésil

L'agriculture familiale est caractérisée autour de plusieurs principes et particularités. Ses principales caractéristiques sont : « (i) l'existence de liens organiques entre l'économie domestique de la famille et celle de l'unité de production et (ii) la mobilisation effective du travail sans le recours au salariat permanent » (Sourisseau et al., 2015, p. 14) où que lorsque le travail salarié est utilisé, ne dépasse pas la main-d'œuvre familiale (Guanzirolli, 2001).

Dans le cas de l'agriculture familiale, les facteurs économiques, sociaux et culturels qui impliquent sa pratique doivent être pris en compte. Chaque producteur a ses particularités, pouvant aller d'une catégorie sociale à l'autre. Certaines familles peuvent être en cours d'accumulation de capital et d'autres en situation de décapitalisation, ce qui permet une dynamique remarquable des relations sociales dans l'environnement rural (Buainain, 2007).

Selon l'auteur, il est possible de distinguer au moins trois types différents de producteurs familiaux : capitalisés, en cours de capitalisation et décapitalisés. Les capitalisés sont ceux qui ont accumulé un certain capital dans des terres, des machines et des améliorations, ont un faible risque de décapitalisation et peuvent devenir des producteurs employeurs. Les producteurs en cours de capitalisation ont une capacité d'accumulation de capital, mais ce revenu ne garantit pas la sécurité et la durabilité de la production.

Enfin, les décapitalisés sont ceux qui ont des niveaux de revenus insuffisants pour garantir la permanence de la famille dans le secteur, ainsi que la reproduction de l'unité de production. Les producteurs ayant des revenus externes complémentaires à l'activité principale, tels que les travaux urbains, sont classés dans cette situation.

En ce qui concerne la structure productive de l'agriculture familiale, le recensement agricole de 2006 (Brasil, 2011a) a identifié 4.367.902 établissements qui représentent 84,4% des établissements ruraux au Brésil et occupent une superficie totale de 80,25 millions d'hectares. La plupart des producteurs (62%), possèdent une expérience de dix ans au plus dans la gestion des activités de l'agriculture familiale. Quant à la main-d'œuvre féminine dans la production, nous constatons que dans l'agriculture familiale, 13,7% des propriétés sont dirigées par des femmes, alors que dans les activités agricoles non familiales ce pourcentage est inférieur à 7% (Brasil, 2011a).

Spécifiquement sur la question du genre, la division du travail est assez visible. Les hommes se dédient surtout au travail agricole et les femmes ont comme rôle principal le travail domestique. Lorsque les femmes sont impliquées dans les activités de production, ce travail est considéré comme une "aide", et est souvent dévalué (Brumer, 2004).

L'influence de l'agriculture familiale peut être remarquée dans différents secteurs, mais elle a été réduite au fil du temps. Le monde contemporain et ses diverses particularités telles que le manque d'intérêt du jeune de rester à la campagne, préférant tenter sa chance dans la ville (Panno et Machado, 2014), la difficulté de concourir avec les grandes propriétés rurales, l'exode rural, les inégalités sociales qui subsistent entre la campagne et les grandes villes sont des facteurs déterminants pour que cette situation devienne de plus en plus préjudiciable au développement rural (Guilhoto, 2007).

Une autre caractéristique de l'agriculture familiale est que les tâches principales utilisent la force physique, comme planter, labourer la terre et récolter. Les travailleurs utilisent souvent des instruments encore primitifs, ce qui rend difficile d'adopter de nouvelles techniques et de nouveaux outils de production (Buainain, 2007).

Pour Guilhoto (2007), il est possible de mettre en évidence une préoccupation des agriculteurs en ce qui concerne les innovations technologiques : la nécessité de les adopter, car elles peuvent être le meilleur moyen d'améliorer et d'élargir le processus de production. Un autre facteur important serait la diversification des activités pour obtenir un revenu alternatif. Cependant, selon Carmo et Comitre (2011) et Bosc (2015), pour que les agriculteurs familiaux puissent investir dans leurs exploitations et la production puisse atteindre de nouvelles opportunités et progresser, il est nécessaire d'adopter des politiques spécifiques et différenciées pour l'agriculture familiale.

2.2 Politiques publiques pour l'agriculture familiale.

Au Brésil, l'agriculture familiale a été légitimée par trois facteurs principaux : le rétablissement de la force politique du mouvement syndical et des travailleurs ruraux, la création du Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale (PRONAF), tous les deux survenus dans les années 1990, ainsi que la création de la loi 11.326 de 2006, qui établit les lignes directrices pour la formulation de la Politique Nationale de l'Agriculture Familiale et des Entreprises Familiales Rurales (Manzanal et Schneider, 2011).

La portée des programmes destinés à l'agriculture familiale s'est élargie en 2003, dans le cadre du programme « Fome Zero », en établissant le Programme d'Acquisition Agricole Familiale (PAA), basé sur le paiement de montants plus élevés que ceux pratiqués dans les marchés traditionnels. De cette manière, l'objectif était d'augmenter les revenus et l'inclusion économique et sociale des agriculteurs familiaux. Une autre mesure importante pour stimuler l'agriculture familiale est le fait qu'en 2009, lorsque le Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAE) a été réglementé par la loi 11.947/09, il a été établi que 30% du transfert du Fonds National de Développement de l'Éducation (FNDE) devrait être utilisé pour acheter de la nourriture directement de l'agriculture familiale (Silva et Amorim Júnior, 2013; Oiveira et Baccarin, 2016).

Il est aussi important de remarquer l'appel public n° 092/2010, lancé par le Ministère du Développement Agricole, dont l'objectif était de sélectionner des entités d'exécution de l'assistance technique et d'extension rurale pour insérer les établissements ruraux familiaux participants du PNAE dans les grands centres urbains. Plusieurs États ont été inclus, y compris Minas Gerais, où le projet a été nommé « Nutre Minas » et axé sur l'approvisionnement du marché institutionnel des villes de Belo Horizonte, Betim, Juiz de Fora, Montes Claros, Ribeirão das Neves et Uberlândia (Brasil, 2011b).

En ce qui concerne les programmes alimentaires, nous mettons l'accent sur les programmes municipaux, qui visent à répondre aux besoins de distribution alimentaire des écoles de la municipalité qui ne font pas partie du PNAE. Ces programmes sont sous la responsabilité de la municipalité et leur exécution est faite selon ce qui est établi par chaque ville ou région, mais ils ont comme base les lois et les recommandations appliquées dans le PNAE (PMU, 2013).

Dans la ville d'Uberlândia, le Programme Municipal d'Alimentation Scolaire (PMAE) a été mis en place en 1987, avec le but de fournir de la nourriture aux écoles municipales après la décentralisation des repas scolaires par l'Etat de Minas Gerais, qui à ce moment-là a cessé de fournir les aliments qui font partie de l'alimentation scolaire. Grâce au PMAE, 84.000 repas sont fournis quotidiennement pour toutes les écoles de base, les écoles pour les enfants et les entités affiliées situées dans les périmètres urbains et ruraux (PMU, 2013).

Tant dans l'État du Minas Gerais que dans d'autres États brésiliens, le PNAE est considéré comme une bonne opportunité commerciale, mais il est nécessaire de souligner les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs familiaux, ainsi que les coopératives et associations pour accéder à ce marché. Des facteurs tels que la logistique de distribution complexe, les normes de qualité élevées et les ressources destinées aux grands centres empêchent les agriculteurs familiaux d'accéder aux programmes de politiques publiques (Brasil, 2005).

Dans une étude sur les agents sociaux et la perception des agriculteurs familiaux sur le PNAE, réalisée dans les municipalités proches d'Araraquara-SP, Boito, Baccarin et Spínola (2013) ont observé un grand manque des informations relatives au PNAE par les agriculteurs. Il est donc nécessaire de renforcer le dialogue entre les acteurs concernés, afin que le programme fonctionne efficacement et que les goulots d'étranglement soient résolus.

La plupart des producteurs familiaux dépendent d'un type de soutien gouvernemental, ce qui existe non seulement au Brésil mais aussi dans les pays plus développés. Par conséquent, le développement de programmes spécialisés, des politiques de crédit, de la recherche visant la production à petite échelle, ainsi que l'assistance technique et le soutien au coopérativisme, permettent la croissance et l'apprentissage au sein de la propriété rurale (Guilhoto, 2005).

2.3 Coopérativisme et agriculture familiale

Au Brésil, le coopérativisme a eu une trajectoire pleine de défis. Initialement, les ressources gouvernementales étaient destinées à la production exportatrice, qui appartenait aux grands propriétaires et avait comme principal modèle de production la monoculture. Ainsi, la production familiale et les petits producteurs en général ont eu de grandes difficultés à effectuer leur travail et à lever des capitaux pour leur subsistance (Pires, 2009).

La crise économique mondiale de 1929 a changé le scénario. De là, le coopérativisme est apparu comme la solution à certaines difficultés causées par la crise. Le café a cessé d'être le principal produit et la principale source de revenus de l'économie brésilienne et le gouvernement a commencé à encourager les coopératives et les petits producteurs, tout en garantissant l'approvisionnement des centres urbains et en répondant aux besoins alimentaires de la population (Pinho, 1965).

Dans les années 1980, après un processus de redémocratisation au Brésil, il y a eu des mouvements et des initiatives pour organiser la société civile. Dans les zones rurales, les mouvements les plus importants étaient : le mouvement syndical des travailleurs ruraux, le mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) et le mouvement des petits agriculteurs (MPA). Ces groupes ont cherché des politiques qui les incluaient dans le développement du Brésil. Durant cette période, plus précisément à partir de la création du PRONAF (Altafin, 2005), l'agriculture familiale est devenue une référence pour plusieurs groupes sociaux, comme

les locataires, les « assentados », les intégrateurs agroalimentaires et d'autres groupes identifiés comme étant seulement de petits producteurs ruraux (Schneider, 2013).

Des facteurs externes, tels que le développement économique, commercial et technologique, ont rendu le marché de plus en plus compétitif au fil des années. Dans ce contexte, les coopératives étaient un instrument important pour faciliter les processus politiques et économiques liés aux petits producteurs ruraux, en leur offrant des alternatives de commercialisation et la possibilité d'opérer sur le marché avec différents concurrents (Ribeiro, 2012).

D'après Sangalli, Silva, Silva et Schlindewein (2015) le coopérativisme peut être compris comme un mécanisme de minimisation des obstacles à la croissance des activités agricoles, une fois qu'il permet principalement l'amélioration des conditions économiques des agriculteurs, en particulier de ceux dont le niveau de production se caractérise par une échelle réduite.

Dans ce contexte Bialoskorski Neto (2007) souligne qu'il est de la responsabilité de la coopérative de présenter des avantages concrets et des services à ses membres, en offrant un soutien économique et les conditions pour négocier et participer activement aux décisions. Ainsi, l'accès à l'information, aux services et aux avantages de la coopérative peuvent favoriser l'intérêt des coopérateurs à participer vivement aux activités de la coopérative.

3 MÉTHODOLOGIE

Ce travail, à propos de l'objective, est classé comme une recherche descriptive dont le but principal est la description des caractéristiques d'une population ou d'un phénomène donné où l'établissement des relations entre les variables (Gil, 2010).

Les méthodes utilisées pour effectuer une recherche spécifique sont définies par des facteurs tels que les caractéristiques du processus de collecte des données et les analyses et conclusions présentées par les chercheurs. Dans ce cas, elles peuvent être classées comme quantitatives, qualitatives et mixtes. La méthode quantitative est basée sur des questions axées sur des données de performance, plus objectives et prédéterminées, avec des caractéristiques d'observation et de recensement de l'interprétation statistique. La méthode qualitative utilise des questions ouvertes, l'analyse des entretiens et des documents, avec une interprétation centrée sur les thèmes et les modèles. Et enfin, la méthode mixte, utilisée dans cette recherche, qui est une jonction des deux méthodes précédentes et qui est donc plus complète car elle utilise des questions ouvertes et fermées et permet des différentes formes d'analyse telles que le statistique et l'analyse textuelle (Creswell, 2010).

En ce qui concerne aux procédures de la recherche, nous avons utilisé la recherche bibliographique, qui se caractérise par une étude théorique et la recherche sur le terrain, caractérisée par la collecte de données à travers l'application de questionnaires et d'entrevues (Fonseca, 2002).

Les données ont été collectées à travers l'application d'un questionnaire aux coopérateurs et la réalisation d'un entretien avec la gestionnaire de la coopérative. L'entretien semi-structuré, faite personnellement avec la gestionnaire de la COOPERAF, le 19 septembre 2016, a eu comme objective de recueillir des informations sur l'institution.

Le questionnaire, déjà validé par la recherche de Sangalli (2013), était composé des questions à choix multiples et une question ouverte. Le nombre d'interviewés a été défini par

l'estimation de la proportion d'agriculteurs actifs (97 producteurs ruraux), atteignant 28 producteurs interrogés, ce qui constitue un échantillon non probabiliste. Les questionnaires ont été appliqués personnellement les 13, 20 et 27 octobre 2016. Les entretiens ont duré environ 20 minutes chacun. Les données recueillies ont été analysées à l'aide des statistiques descriptives.

4 RÉSULTATS

4.1 La COOPERAF

La COOPERAF, située dans le centre d'approvisionnement de l'État de Minas Gerais (CEASA), situé à Uberlândia, a été fondée en novembre 2011 pour fournir des services aux agriculteurs familiaux d'Uberlândia et de la région. La COOPERAF fait la commercialisation et la fourniture des aliments aux écoles publiques et municipales de la ville d'Uberlândia à travers deux programmes de distribution alimentaire: Le PNAE, responsable pour la distribution des aliments dans les écoles publiques d'éducation basique de l'État, et le PMAE, programme de la préfecture d'Uberlândia, qui assiste les écoles municipales d'éducation fondamentale et infantile et des entités convenues situées dans le périmètre urbain et rural de toute la région.

Le travail réalisé par la coopérative bénéficie à 192 écoles de la ville d'Uberlândia, 65 participants au PNAE et 127 participants au PMAE. Parmi les produits fournis, 60% proviennent du PNAE et 40% du PMAE.

Au début, la COOPERAF fournissait des aliments uniquement aux écoles situées à Uberlândia, mais depuis l'année 2015 elle a également commencé à servir des écoles bénéficiaires du PNAE dans les villes de Monte Carmelo, Araguari, Prata et Ituiutaba. Les produits commercialisés sont des fruits et des légumes, totalisant 33 variétés, toutes cultivées, récoltées et fournies par les producteurs ruraux qui font partie de la coopérative.

Les producteurs s'alternent dans l'offre de produits parce qu'ils sont sensibles aux facteurs externes favorables ou non à la production, tels que le climat et le sol. Certains d'entre eux restent actifs toute l'année et d'autres pas. S'il y a production excédentaire du même produit, la coopérative utilise un système d'alternance par sélectionner les producteurs qui le fourniront, de sorte que tout le monde ait la même possibilité de commercialisation.

4.2 Analyse des données

À partir de l'analyse des questionnaires appliqués, nous avons obtenu des résultats permettant une meilleure compréhension de la vie quotidienne et des besoins des producteurs ruraux participants à la COOPERAF. Nous avons interviewé 28 chefs de famille, âgés de 35 à 70 ans, responsables de la production, commercialisation et organisation de la propriété rurale, dont 23 (82,14%) étaient des hommes et 5 (17,86%) étaient des femmes.

Le faible nombre de femmes chefs de famille par rapport aux hommes indique une grande différence entre les genres présents dans cette activité. Cela peut être expliqué en raison des traditions culturelles présentes dans la vie à la campagne, qui voient la femme comme responsable du ménage et des soins de potager. Les résultats confirment la déclaration de Brumer (2004) car il dit que dans l'agriculture familiale, les activités des femmes sont souvent dévaluées et qu'elles occupent rarement des postes de direction ou des fonctions administratives au sein de la propriété rurale.

Quand nous considérons la responsabilité des activités dans les propriétés et sa division parmi les membres de la famille, nous voyons dans le tableau 1 qu'ils sont effectués principalement par une, deux ou trois personnes. Pour présenter des données, les activités ont été réparties entre les groupes suivants : femmes, hommes, couple et famille. Chaque activité pourrait être pratiquée par plus d'une personne ou d'un groupe.

La majorité des activités sont développées par les hommes, étant la plus représentative d'entre elles le labourage (85,72%). Parmi les activités menées par les femmes, les tâches domestiques se distinguent (89,29%), bien que les femmes aident dans la plupart des activités de la propriété rurale dans une proportion beaucoup plus faible que l'homme. Elles aident à vendre les produits (17,86%) à travers du contact avec le client et dans l'organisation commerciale et participent également aux activités avec le mari, comme le jardinage et les soins du potager et du verger (10,72%). Les femmes participent aussi des activités avec toute la famille, par exemple l'élevage des petits animaux (10,72%).

Nous devons prendre en compte le fait que beaucoup des interviewés ont un petit nombre de personnes travaillant sur leurs propriétés rurales, ce qui rend difficile la spécialisation et le développement de nouvelles compétences techniques, puisque ces personnes ont très peu de temps disponible. En ce qui concerne l'utilisation de la main-d'œuvre externe, un grand nombre des interviewés (84,3%) l'utilisent dans la propriété, en général, de manière sporadique, payée à travers des tarifs journaliers.

Tableau 1. Division des activités développées dans la propriété

Activités	Responsables des activités (%)			
	Femme	Homme	Couple	Famille
Tâches domestiques	89,29%	3,57%	7,14%	0%
Jardin/potager/verger	7,14%	82,14%	10,72%	0%
Élevage des animaux	7,14%	82,14%	0%	10,72%
Labourage	0%	85,72%	0%	14,28%
Vente des produits	17,86%	75%	0%	7,14%

Source: Données de la recherche

En ce qui concerne la scolarisation des agriculteurs familiaux, nous avons observé que le niveau d'éducation est relativement élevé, une fois que 39,28% d'entre eux ont déclaré avoir terminé leurs études supérieures. Aucun d'eux n'a répondu être analphabète, ou avoir seulement l'éducation primaire.

Tout au long de la recherche, il a été possible d'identifier les préoccupations des agriculteurs familiaux en matière de gestion, de meilleures conditions de production et de commercialisation. Ils sont des personnes informées et ont l'habitude d'utiliser différents moyens de communication, tels que l'Internet, pour améliorer ou résoudre les problèmes. Ces facteurs peuvent être directement liés au niveau de l'éducation des producteurs. Bien qu'ils reconnaissent les difficultés pour quitter la campagne pour étudier, la plupart d'entre eux considèrent la formation comme le meilleur moyen de stimuler les activités productives.

La forme de production et l'usage des pesticides étaient des préoccupations exposées par les agriculteurs. Tous ont répondu qu'ils utilisent des pesticides pour maintenir la productivité de leurs propriétés. Des pesticides naturels sont utilisés pour 38,46% des agriculteurs et les autres 61,54% utilisent des pesticides synthétiques, plus conventionnels et moins chers.

Nous soulignons que certaines des personnes interrogées étaient intéressées par la production de produits biologiques. Cependant, ils ont souligné comme l'une des principales difficultés pour l'implantation de ce type de production le maintien de grandes plantations avec la taille, la couleur et les formes acceptables, ce qui n'est pas simple à prévoir lorsqu'il s'agit des produits bio. Mais le fait que 38,46% des agriculteurs utilisent des pesticides agricoles naturels est déjà une preuve de la prise de conscience par rapport à l'environnement.

Le tableau 2 présente les principaux facteurs qui, selon les participants de la coopérative, seraient nécessaires pour améliorer la production dans les propriétés, pour ajouter plus de valeur aux produits et pour faciliter la commercialisation, en mettant l'accent sur l'obtention de financement public pour investir dans la production (39,28 %) et l'embauche de main-d'œuvre plus qualifiée (25%). La plupart des agriculteurs affirment avoir peu de ressources pour faire des investissements, étant nécessaire l'utilisation de financement bancaire privé.

Quant aux facteurs qui pourraient faciliter la commercialisation, nous pouvons souligner les paiements effectués par les programmes gouvernementaux à la bonne date (39,28%), ce qui malheureusement ne se produit pas, ainsi qu'une supervision accrue de sorte qu'il n'y a pas d'intermédiaires (25 %). Selon les participants de la coopérative, beaucoup de gens simulent être des producteurs pour profiter des avantages offerts aux agriculteurs familiaux pour acheter et revendre des produits à travers du PNAE et du PMAE, ce qui nuit à ceux qui travaillent correctement.

Parmi les facteurs qui pourraient ajouter de la valeur aux produits, les agriculteurs soulignent l'amélioration de la qualité du produit (60,72%) et des prix compatibles avec cette qualité (21,43%), c'est-à-dire que les produits doivent être vendus pour une valeur plus élevée pour la qualité qu'ils ont.

Tableau 2. Facteurs nécessaires pour améliorer la production, faciliter la commercialisation et ajouter de la valeur aux produits

Améliorer la production		Faciliter la commercialisation		Ajouter plus de valeur aux produits	
Réponses	(%)	Réponses	(%)	Réponses	(%)
Correction du sol et acquisition de machines	14,29%	Paiements à la bonne date par le PNAE et le PMAE	39,28%	Amélioration de la qualité des produits	60,72%
Obtention de financement publique pour investir dans la production	39,28%	Augmentation de la surveillance pour empêcher la participation des vendeurs qui ne sont pas des producteurs	25%	Prix compatibles avec la qualité des produits	21,43%
Embauche de main d'œuvre plus qualifiée	25%	Amélioration des installations du CEASA	21,43%	Moins d'impôts	10,71%
Techniques de plantation et de récolte meilleures et plus modernes.	14,29%	La commercialisation est satisfaisante	14,29%	La valeur des produits est satisfaisante	7,14%

Source: Données de la recherche

En ce qui concerne la source de revenus de la propriété rurale, selon le tableau 3, la majorité des répondants (35,71%) obtiennent des revenus entre 5 et 8 salaires minimums - SM (valeur de référence - R\$ 880,00 en 2016), suivis par ces qui gagnent entre 9 et 12 SM (28,57%), et après par ceux qui perçoivent entre 1 et 4 SM et plus de 16 SM, les deux groupes avec 14,29% de représentativité chacun. Enfin, certains agriculteurs (7,14%) perçoivent entre 13 et 16 fois le SM.

Tableau 3. Source de revenus mensuels des participants de la coopérative

Nombre de salaires minimum (SM)	Revenu de la propriété		Revenu complémentaire	
	N° de propriétés	(%)	N° de propriétés	(%)
Entre 1 et 4 SM	4	14,29%	5	17,85 %
Entre 5 et 8 SM	10	35,71%	2	7,14%
De 9 a 12 SM	8	28,57%	0	0%
De 13 a 16 SM	2	7,14%	0	0%
Au dessus de 16 SM	4	14,29%	0	0%
Total	28	100,00 %	7	24,99 %

Source: Données de la recherche

Quant aux revenus complémentaires, 24,99% des agriculteurs ont déclaré qu'ils utilisaient les revenus d'autres activités. Ces interviewés peuvent être séparés en deux groupes : ceux qui gagnent un revenu, à travers de l'activité rurale, entre 1 et 4 salaires minimums (17,85%) et ceux dont le revenu est compris entre 5 et 8 salaires minimums (7,14%). Les autres personnes interrogées, dont le revenu est supérieur à neuf fois le salaire minimum, ont répondu ne pas utiliser de revenu supplémentaire.

Lorsque nous analysons séparément les sources de revenus complémentaires et observons leurs particularités, nous nous rendons compte qu'elles sont obtenues par les formes suivantes : retraite ; entreprises parallèles à l'agriculture ; loyer et; pension.

Comme l'a souligné Buainain (2007), il a été possible d'analyser que la majorité des agriculteurs familiaux sont en cours de capitalisation et ont la capacité d'accumuler du capital, ce qui est d'une grande importance. Néanmoins, les revenus obtenus ne peuvent être considérés comme une garantie de la sécurité et de la durabilité de la production, ce qui signifie souvent que les agriculteurs familiaux doivent utiliser des sources de revenus complémentaires pour maintenir leurs activités.

Les agriculteurs ont également été interrogés sur la nécessité d'une assistance technique ou d'un type de soutien spécialisé tout au long du processus de production. Presque tous les agriculteurs manquent de soutien professionnel. Le tableau 4 montre les problèmes mentionnés par les interviewés qui pourraient être résolus grâce à l'assistance technique.

Tableau 4. Problèmes dans la production agricole familiale qui pourrait être résolu grâce à l'assistance technique.

Réponses	%
Amélioration de la productivité	32,14%
Orientation pour l'amélioration du sol et de la qualité des pâturages	17,85%
Analyse et correction du sol	14,28%
Apprentissage de nouvelles techniques	10,71%
Financement pour la réalisation de projets	7,14%
Plantation d'autres cultures adaptées au sol	7,14%
Élimination des parasites et orientation de plantation	3,58%
Vétérinaire pour aider dans les problèmes de santé des bovins laitiers	3,58%
L'assistance technique reçu est satisfaisante	3,58%
Total	100%

Source: Données de la recherche

Buainain (2007) déclare que dans l'agriculture familiale, où les tâches sont principalement orientées vers des emplois qui exigent de la force physique, il y a une certaine difficulté à adopter de nouvelles techniques. Il est très important que des programmes de soutien et d'encouragement existent pour la mise en œuvre de nouvelles techniques et pratiques qui permettent une meilleure gestion des terres, ainsi que de meilleures pratiques de stockage et de commercialisation.

Les agriculteurs ont été interrogés sur la réponse à leurs attentes de la part de la coopérative. La majorité des membres (71,43%) ont déclaré que la coopérative a répondu aux attentes et 28,57% ont répondu qu'elle n'a pas répondu, principalement en raison du manque de participation des membres dans les actions de l'institution. Les raisons du manque de réponse aux attentes des agriculteurs sont présentées au tableau 5.

Tableau 5. Raisons qui conduisent à l'absence de réponse aux attentes des agriculteurs familiaux par la coopérative (Cooperaf)

Raisons qui conduisent à l'absence de réponse aux attentes des agriculteurs familiaux	
Réponses	%
Absence de participation des membres de la coopérative	37,5%
Absence d'initiative des membres de la coopérative	25%
Manque de ressources dans la coopérative	12,5%
Absence d'incitations gouvernementales	12,5%
Retard dans les paiements par le gouvernement	12,5%
Total	100%

Source: Données de la recherche

Par rapport aux facteurs nécessaires pour renforcer la coopérative, tous les agriculteurs, même ceux qui ont répondu être satisfaits, ont déclaré qu'il y a des points qui peuvent renforcer et stimuler la coopérative, la rendant encore meilleure. Dans le tableau 6, quatre facteurs ont été soulignés par les agriculteurs interrogés, étant le plus important la nécessité de rechercher de nouveaux marchés (39,28%). Selon les agriculteurs, au-delà de fournir de la nourriture pour les programmes d'alimentation scolaire (PNAE et PMAE), il est nécessaire que la coopérative atteigne de nouveaux marchés, stimulant ainsi la vente de la nourriture produite et le développement de la coopérative.

Tableau 6. Facteurs nécessaires pour renforcer la coopérative

Facteurs nécessaires pour renforcer la coopérative	
Réponses	%
Union entre les membres	28,57%
Nouveaux membres	21,43%
Plus de soutien du gouvernement	10,72%
Recherche de nouveaux marchés	39,28%

Source: Données de la recherche

L'union entre les membres de la coopérative (28,57%) a également été soulignée parmi les réponses. Les agriculteurs croient qu'il devrait y avoir une plus grande organisation et communication pour que les membres puissent suggérer de nouveaux projets, suivre les résultats et travailler au bénéfice de la coopérative. Dans ce cas, l'adhésion de nouveaux membres serait extrêmement importante pour ajouter plus de force à la coopérative, et pour obtenir un plus grand soutien du gouvernement afin de rendre les projets réalisables.

Les agriculteurs ont souligné plusieurs difficultés présentes tout au long du processus de production, ce qui est présenté dans le tableau 7. Le plus grand obstacle observé, cité par 39,29% des répondants, est la difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée pour le travail dans la propriété rurale.

Tableau 7. Difficultés présentes dans le processus productif de l'agriculture familiale

Difficultés présentes dans le processus productif de l'agriculture familiale	
Réponses	%
Absence de main-d'œuvre qualifiée	39,29%
Absence de ressources financières pour faire des investissements	14,28%
Manque de machines.	7,14%
Peu de subventions gouvernementales.	21,43%
Manque d'intérêt des fils à rester dans la propriété rurale	17,86%

Source: Données de la recherche

Parmi les agriculteurs interrogés, 14,28% ont répondu qu'ils n'avaient pas assez de ressources financières pour faire des investissements et augmenter la production et 17,86% ont indiqué que le manque d'intérêt des fils est une grande difficulté parce qu'ils ne collaborent pas avec le travail dans la propriété et aussi une grande préoccupation en raison de l'absence de successeurs pour assumer la place du propriétaire au futur. Ceci est corroboré par Panno et Machado (2014) qui affirment qu'aujourd'hui, grâce à la technologie et à un vaste accès à l'information, le jeune a tendance à quitter le milieu rural pour chercher des sources de revenus dans les villes.

Interrogés sur la satisfaction à l'égard de la vie dans l'agriculture familiale, 42,86% des interviewés ont dit être très satisfaits et 32,15% satisfaits, ce qui indique un haut niveau de satisfaction de la part des agriculteurs. Seulement 17,85% ont déclaré être un peu insatisfaits et 7,14% insatisfaits. En général, nous pouvons dire que le niveau de satisfaction des interviewés par rapport à la vie dans l'agriculture familiale est élevé.

Pour Ribeiro (2012), le système coopératif facilite plusieurs processus pour les agriculteurs, et ce facteur est d'une grande importance lorsqu'il a un impact positif dans leur niveau de satisfaction. La coopérative permet de meilleures alternatives de commercialisation et plus de chances de concurrence sur le marché, donc faire partie d'une coopérative favorise l'augmentation de la satisfaction de l'agriculteur avec ses conditions de vie à la campagne.

Outre de répondre sur leur niveau de satisfaction, les agriculteurs ont également eu l'occasion de poser des critiques et proposer des suggestions pour améliorer leurs conditions de vie et de production dans la propriété rurale, présentées dans l'ordre de priorité suivant: (1) une plus grande soutien du gouvernement; (2) réduction des impôts; (3) une assistance technique abordable et de qualité; (4) l'investissement dans les nouvelles technologies; (5) une plus grande

union entre les membres; (6) une meilleure gestion et contrôle des pratiques productives; (7) la réduction du prix des engrais; (8) l'expansion du nombre de clients; (9) les investissements dans la logistique; (10) les nouvelles techniques d'irrigation; (11) la valorisation de la terre et du travail en milieu rural ; (12) l'appui à la production biologique; (13) la diversification de la production.

Une plus grande incitation financière par le gouvernement, ainsi que la réduction des impôts sont considérées comme des priorités par les producteurs familiaux, compte tenu de l'importance de ces facteurs pour qu'il y ait plus d'investissements et aussi le maintien des processus productifs existants. Un autre besoin important était l'assistance technique plus accessible et plus qualifiée. Il existe des projets parallèles à la coopérative qui offrent une assistance aux agriculteurs de la région, mais les interviewés ont signalé la nécessité d'un suivi plus étroit et plus constant par des professionnels des secteurs de l'agronomie et de la biologie et aussi l'aide des professionnels pour résoudre les problèmes de gestion de la propriété.

Les répondants étaient également préoccupés par la question de la technologie. Selon eux, pour que la production évolue, il est nécessaire de faire des investissements dans les nouvelles technologies, ce qui implique des machines plus efficaces, des techniques d'irrigation économiques et avancées et une meilleure utilisation des intrants en général. L'union entre les participants de la coopérative était aussi un point fort parmi les suggestions d'amélioration. Les agriculteurs croient qu'avec plus d'unité et un plus grand intérêt de la part des membres, la coopérative créera de nouveaux projets, aidera à résoudre les problèmes et contribuera plus efficacement à la croissance et au renforcement de l'agriculture familiale dans la région.

Considérant les données présentées, nous avons vérifié certains facteurs, montrés dans le tableau 8, qui stimulent et d'autres qui limitent les activités au sein de l'agriculture familiale.

Tableau 8. Facteurs qui stimulent et qui limitent le développement de l'agriculture familiale

Facteurs propulseurs	Facteurs limitatifs
Soutien gouvernemental aux programmes d'alimentation scolaire	Assistance technique précaire
Haut niveau de satisfaction à l'égard de la vie au sein de l'agriculture familiale	Faible intérêt des héritiers dans le travail sur le terrain
Conscience environnementale concernant les pratiques productives	Peu de participation des membres aux affaires coopératives

Source: Données de la recherche

Il est possible d'observer que, bien que les membres de la coopérative constatent un manque d'assistance technique, ils ont pris conscience de l'importance d'utiliser des techniques qui ne nuisent pas à l'environnement et à la santé des consommateurs. Il convient également de souligner les projets créés par le gouvernement (PNAE et PMAE) dont bénéficient les

producteurs, car ils ont la priorité dans la fourniture de leurs produits aux écoles de la région, ce qui contribue à la collecte des revenus par les agriculteurs familiaux.

Comme l'indiquent Silva et Silva (2011), les politiques publiques permettent le développement de programmes d'alimentation scolaire, qui sont de grands promoteurs de l'agriculture familiale, contribuant à l'amélioration des conditions de vie et de revenu de plusieurs familles. Le niveau de satisfaction est également un facteur de grande importance, compte tenu du fait que la plupart des agriculteurs sont satisfaits de leur vie à la campagne, ce qui permet de développer leurs activités de manière plus engagée, visant la croissance et la mise en œuvre de nouveaux projets.

Parmi les facteurs limitatifs pour le développement des agriculteurs familiaux, le manque d'union entre les membres de la coopérative se démarque. L'absence d'intérêt et de proactivité sont les plaintes présentes par la plupart des interviewés. Le manque d'estime des fils et des héritiers par rapport au travail sur le terrain est également un facteur important qui peut interférer dans la longévité de la propriété rurale. Beaucoup de répondants, malgré le désir que leur travail ait une continuité à l'avenir, n'ont pas de fils ou de successeurs intéressés par la vie à la campagne.

Les données présentées nous conduisent à la perception que le renforcement de la coopérative (COOPERAF), ainsi que les projets d'inclusion et de soutien, peuvent conduire à de meilleures perspectives d'avenir et des possibilités concrètes de développement économique, social et politique pour les agriculteurs familiaux de la ville d'Uberlândia et région.

5 CONSIDÉRATIONS FINALES

L'agriculture familiale a gagné plus de reconnaissance au fil des ans, ce qui a favorisé la création de politiques publiques spécifiques, telles que le Programme d'Alimentation National (PNAE) et le Programme Municipal d'Alimentation Scolaire (PMAE). Ces programmes visent à créer des opportunités pour les agriculteurs familiaux et leurs entreprises collectives, coopératives et associations, de diversifier et d'écouler leur production, ce qui représente une alternative de génération de revenus et une possibilité d'inclusion productive.

Compte tenu des informations analysées, nous constatons que la production alimentaire de la COOPERAF est considérable, avec un total de 36 produits différents, dont certains sont produits à grande échelle. Les politiques d'achat gouvernementales constituent la principale forme d'accès au marché par la coopérative. Entrer dans d'autres marchés est l'un des principaux défis de la coopérative. Les problèmes liés à l'assistance technique, à une meilleure gestion et aux difficultés logistiques ont été diagnostiqués comme quelques-uns des principaux facteurs qui limitent cet accès.

Pour que les programmes d'alimentation scolaire fonctionnent bien, il est nécessaire d'avoir des politiques structurantes pour soutenir les coopératives familiales, puisque juste l'existence des politiques d'achat ne garantit pas que les coopératives puissent commercialiser leurs produits. Un regard plus attentif à la formation des membres des coopératives pour exercer des activités liées à la gestion est également nécessaire. Pour cela, les politiques d'assistance technique et d'extension rurale sont nécessaires pour que les coopératives puissent gérer et planifier le processus productif.

Le niveau de scolarité fait partie des caractéristiques positives diagnostiquées. La plupart des agriculteurs possèdent le niveau supérieur complet, ce qui suggère un potentiel pour la coopérative. La mise en œuvre de nouveaux projets, l'intérêt pour de nouvelles techniques et une plus grande sensibilisation à l'environnement sont des facteurs directement liés au niveau d'éducation.

En ce qui concerne la participation des femmes aux activités de la propriété rurale, nous avons vu que bien qu'elles participent à plusieurs activités, sauf le labourage, sa principale responsabilité est orientée vers l'activité domestique, c'est-à-dire qu'elle participe très peu aux activités directement liées à la gestion et à l'opérationnalisation du travail rural.

Il est important de mettre l'accent sur la sensibilisation à l'environnement et sur l'utilisation des pesticides par les membres de la coopérative. Malgré leur utilisation, certains producteurs s'inquiètent des dommages possibles causés par les pesticides artificiels. Cette préoccupation devrait être étendue à tous les producteurs, ce qui pourrait être réalisé grâce à des programmes de sensibilisation promus à travers la coopérative.

La recherche a mis en évidence plusieurs déficiences qui limitent le développement de l'agriculture familiale : main-d'œuvre qualifiée rare, manque de machines et difficulté à acquérir des ressources financières pour l'investissement. Bien qu'il y ait des difficultés, la plupart des membres de la coopérative se disent satisfaits de leur vie dans l'agriculture familiale et n'ont pas l'intention d'abandonner ou de changer d'activité.

Enfin, nous identifions que le potentiel de la coopérative est basé sur la volonté, la préoccupation avec l'adoption de nouvelles techniques et technologies et la prise de conscience de ses membres. Pour que ces facteurs puissent stimuler la coopérative, nous recommandons une plus grande union entre les participants, ce qui pourrait être stimulé par des programmes de sensibilisation et de présentation des cas de succès d'autres coopératives ; la création de nouveaux projets visant, par exemple, à l'introduction de nouvelles techniques agricoles et la réalisation de partenariats externes, liés ou non au gouvernement, dans le but d'élargir le marché et, à son tour, les ventes.

Nous suggérons comme recherche future la réalisation d'une étude avec les femmes qui travaillent dans les propriétés associées à la COOPERAF, en essayant de comprendre les raisons pour lesquelles elles sont peu impliquées dans les activités principales de la propriété rurale, qui peuvent être, par exemple, des questions culturelles, le niveau de scolarité, l'expérience professionnelle, la discrimination, entre autres.

RÉFÉRENCES

Altafin, I. (2005), Reflexões sobre o conceito de agricultura familiar, Brasília, Disponível em http://www.territoriosdacidadania.gov.br/dotlrn/clubs/extensouniversitaria/contents/photoflow-view/content-view?object_id=1635678.

Andrade, M.C.; Alves, D.C. (2013), Cooperativismo e a agricultura familiar: um estudo de caso, *RAIMED*, 3(3), 194-208.

Barbieri, J. C. (2011), Desenvolvimento e meio ambiente: as estratégias de mudanças da agenda 21, 12 ed, Petrópolis, RJ: Vozes.

- Bialoskorski Neto, S. (2007), Um ensaio sobre desempenho econômico e participação em cooperativas agropecuárias, *Rev. Econ. Sociol. Rural*, 45 (1), 119-138.
- Boito, P. S, Giacomo, J. B et Sany, S. A. (2013), Os agentes sociais e o Programa Nacional de Alimentação Escolar (PNAE): a percepção dos agricultores familiares. Encontro Internacional Participação, Democracia e Políticas Públicas: Aproximando agendas e agentes. UNESP, SP. Disponível em: <http://www.fcav.unesp.br/Home/departamentos/economiarural/josegiacomobaccarin1559/artigo-pdpp.pdf>.
- Bosc, P.M. (2015). Investissements dans la « petite » agriculture familiale : vers un new deal. Perspective (Édition Française), Cirad, n° 32, 4p. Disponible dans : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01537888/document>
- Buainain, A. M. (coord.). (2007). *Agricultura Familiar e Inovação Tecnológica no Brasil*: características, desafios e obstáculos. Campinas, SP: Editora da Unicamp
- Brasil. (2011a), Lei nº 11.326 de 24 de julho de 2006, Estabelece as diretrizes para a formulação da Política Nacional da Agricultura Familiar e Empreendimentos Familiares Rurais. Disponível em: http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/lei/111326.htm.
- Brasil (2011b), Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome - MDS. Programa de Aquisição de Alimentos – PAA: renda para quem produz e comida na mesa de quem precisa!, 1.ed., Brasília, DF: MDS. Disponível em: <<http://www.mds.gov.br/gestaodainformacao/Biblioteca/secretaria-nacional-de-seguranca-alimentar-e-nutricional-sesan/livros>>
- Brumer, A. (2004), Gênero e agricultura: a situação da mulher na agricultura do Rio Grande do Sul, *Revista Estudos Feministas*, 12 (1), 205-227.
- Carmo, M. S.; Comitre, V. (2011), A visão sistêmica na avaliação socioambiental de assentamentos rurais, In.: Bergamasco, S. M. P. P.; Oliveira, J. T. A.; Esquerdo, V. F. S., Assentamentos rurais no século XXI: temas recorrentes, Campinas: FEAGRI/UNICAMP; São Paulo: INCRA.
- Creswell, J. W. (2010), Projeto de pesquisa: métodos qualitativo, quantitativo e misto, 3.ed, Porto Alegre: Artmed.
- FAO – Organização das nações unidas para a alimentação e agricultura. 2012. Representação da FAO no Brasil. O aumento populacional e os desafios da segurança alimentar. FAO debate produção e demanda mundial por alimentos no Fórum Sebrae de Conhecimento. Brasília, nov. 2012. Disponível em: <<https://www.fao.org/apdsa.asp>> Acesso em 8 set. 2017.
- Fonseca, J. J. S. (2002). Metodologia da pesquisa científica. Fortaleza: UEC. Apostila.
- Gil, A. C. (2010), Como elaborar projetos de pesquisa, 5 ed, São Paulo: Atlas.
- Guanziroli, C. et al. (2001), Agricultura familiar e reforma agrária no século XXI, FAO/MDA, Rio de Janeiro: Garamond.
- Guilhoto, J. J. et al. (2005), Agricultura familiar na economia: Brasil e Rio Grande do Sul, Estudos NEAD 9, Brasília: MDA. Disponível em: <http://www.nead.org.br/index.php?acao=biblioteca>.
- Guilhoto, J. J. M. et al. (2007), PIB da agricultura familiar: Brasil-estados, Ministério do Desenvolvimento Agrário, Estudos NEAD 19, Brasília: MDA. Disponível em: <http://portal.mda.gov.br/portal/saf/arquivos/view/ater/livros/PIB-AFamiliarxPatronal-2002-2005.pdf>

- IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (2006), Censo Agropecuário 2006, Agricultura familiar. Primeiros resultados. Disponível em: <<http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/economia/agropecuaria/censoagro/default.shtm>>.
- Manzanal, M.; Schneider, S. (2011), Agricultura familiar y políticas de desarrollo rural em Argentina y Brasil (análisis comparativo, 1990-2010), *Revista Interdisciplinaria de Estudios Agrarios*, 34, 35-71.
- Oliveira, J.A.; Baccarin, J.C. (2016), Organização espacial e execução do programa de aquisição de alimentos da agricultura familiar entre 2003-2012, *Revista Equador*, 5 (2), 120-138.
- Panno, F.; Machado, J.A.D. (2014), Influências na decisão do jovem trabalhador rural: partir ou ficar no campo, *Desenvolvimento em Questão*, 12 (27), 264-297.
- Pinho, D. B. (1965), O cooperativismo no "Brasil desenvolvido" e no "Brasil subdesenvolvido", São Paulo: USP.
- Pires, M. L. L. S. et al. (2009), Cooperativismo, agricultura familiar e redes sociais na reconfiguração dos espaços rurais, In: Congresso Brasileiro de Sociologia: consensos e controvérsia, 14, Rio de Janeiro. Disponível em: <http://pt.scribd.com/doc/33678759/Cooperativismo-agricultura-familiar-e-redes-sociais-na-reconfiguracao-dosESPACOS-RURAIIS>.
- PMU. Prefeitura Municipal de Uberlândia (2013). Disponível em: <http://www.uberlandia.mg.gov.br/?pagina=Conteudo&id=2070/>
- Ribeiro, K. A. (2012), A importância das cooperativas agropecuárias para o fortalecimento da agricultura familiar: o caso da associação de produtores rurais do núcleo VI - Petrolina/PE. In: Encontro Brasileiro de Pesquisadores em Cooperativismo, 2. Brasília: SESCOOP. Disponível em: http://www.brasilcooperativo.coop.br/downloads/Gecom/ebpc/II_EBCP_Avila_RibeirR.pdf.
- Sangalli, A.R. (2013), Assentamento Lagoa Grande, em Dourados, MS: aspectos socioeconômicos, limitações e potencialidades para o seu desenvolvimento,. 107 f., Dissertação (Mestrado em Agronegócios), Faculdade de Administração, Ciências Contábeis e Economia, Universidade Federal da Grande Dourados, Dourados.
- Sangalli, A.R.; Silva, H.C.H; Silva, I.F.; Schlindwein, M.M. (2015). Associativismo na Agricultura Familiar: contribuições para o estudo do desenvolvimento no assentamento rural Lagoa Grande em Dourados (MS), Brasil. *Organizações Rurais & Agroindustriais*, 17 (2), 225-238.
- Schneider, S.(2003), Teoria social, agricultura familiar e pluriatividade. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 18 (51), 99-121.
- Silva, M.; Silva, S. (2011), Para além do acesso: uma análise da relação entre mercados institucionais e empreendimentos de economia solidária no meio rural, *Mercado de Trabalho - conjuntura e análise*, 16 (49), 87-93.
- Silva, M. G.; Amorim Junior, P. C. G. (2013), Inovações organizacionais para a construção de mercados locais e solidários em Espera Feliz (MG), *Revista Agriculturas: experiências em agroecologia*, 10 (2), p. 14-17.
- Sourisseau, J.M. et. al. (2015). Introduction. Dans : Bosc, P.M. et. al. (coords.). *Diversités des agricultores familiales: exister, se transformer, devenir*. Versailles : Éditions Quae. p. 13-15.
- Thirion, M.C. ; Bosc, P.M. (coords) (2014). Les agricultures familiales du monde : définitions, contributions e politiques publiques. À Savoir 28. Paris : Cirad.

Annexe – Questionnaire utilisé dans la recherche sur terrain

Source : Sangalli (2013)

QUESTIONNAIRE

- 1-Nom de la propriété et du interviewé: _____
- 2-Date de Naissance: __/__/__
- 3-Ville / État: _____
- 4- Scolarité: _____
- 5-État Civil: _____
- 6-Êtes-vous le propriétaire? Oui () Non ()
- 7- Depuis combien de temps travaillez-vous dans l'agriculture familiale? _____
- 8- Avez-vous déjà travaillé hors du milieu rural? Oui () Non ()
- 9- Outre l'activité à la ferme, avez-vous d'autres emplois/activités rémunérés? Oui () Non ()
- 10- Quel est le revenu de la propriété?: _____
- 11- Avez vous déjà utilisé ou utilise des financements pour la propriété rurale? Oui () Non ()
- 12-Outre le CEASA et la COOPERAF, commercialisez-vous vos produits ailleurs? Oui () Non ()
- 13- Combien de variétés sont produits à la propriété rurale? _____
- 14- Que faut-il pour faciliter la commercialisation des produits? ---

15- Qu'est-ce qui est nécessaire pour améliorer la valeur des produits?

16-Où est stockée la production?

- 17- Depuis combien d'années êtes-vous membre de la COOPERAF ? _____
- 18- Avez-vous déjà participé à une autre coopérative ou association? Oui () Non ()
- 19-La COOPERAF répond-elle à vos attentes? Oui () Non ()
- 20- Que faut-il pour renforcer la COOPERAF?
- _____

- 21- Est-ce que vous et votre famille habitent dans la propriété rurale ? Oui () Non ()
- 22 – Combien de personnes travaillent dans la propriété rurale, y compris vous? _____
- 23 – Combien de personnes dans ce total appartiennent à la famille? _____
- 24 – Y a-t-il des membres de la famille qui travaillent dans la propriété rurale qui ont également des activités externes rémunérés? Oui (). Combien ? ____ Non ()
- 25 – Quelle est la valeur de la dépense sur la main-d'œuvre externe? (le cas échéant) _____
- 26 – Tableau de distribution de tâches:

Responsable des activités dans la propriété rurale/ Tâches	Hom me	Fem me	(Fille, belle- fille, nièce, etc)	(Fils, gendre, neveu, etc)
Tâches domestiques				

Jardin/potager/verger				
Élevage des animaux				
Labourage				
Vente des produits				
D'autres tâches				

27- Y a-t-il une planification dans la propriété à propos de quoi, combien et comment produire?

Oui () Non ()

28- Cherchez-vous des informations sur la gestion dans les médias? Oui () . Dans lequel (s)? _____

Non () .

29- Utilisez-vous des pesticides dans la production? Oui () . Bio () Syntétiques () . Non ()

30- Avez-vous besoin d'un soutien professionnel pour la gestion de la propriété rurale?

Oui () . Quel type de support? _____ Non ()

31- Existe-t-il un contrôle des dépenses de la propriété rurale? Oui () Non ()

32- Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la propriété rurale?

33- Y at-il un soutien pour aider à réduire les difficultés? Oui () Lequel ?

Non ()

34- Quel soutien gouvernemental est nécessaire pour réduire ces difficultés?

35- Êtes-vous satisfait de votre vie dans l'agriculture familiale?

Très satisfait () Satisfait () Peu satisfait () Insatisfait ()

36- Auriez-vous des suggestions pour améliorer les conditions de vie ou de production de la propriété rurale?
